



Joint au téléphone par Haïti Press Network, plusieurs membres des BED (Bureau Electoral Départemental) et des BEC (Bureau Electoral Communal) ont indiqué qu'ils n'ont pas été payés depuis près de quatre (4) mois par le CEP, et que leurs contrats n'ont pas été renouvelés depuis fin septembre 2015.

« Notre contrat a expiré depuis le 30 septembre 2015. Depuis lors, on est dans le processus de renouvellement de ce contrat. Entre-temps, on va travailler à chaque jour, on a travaillé lors des élections du 25 octobre 2015, mais on ne nous a toujours pas encore payés », a affirmé à HPN un responsable d'un BED dans la Grand'Anse.

Selon ce dernier, ces responsables sont un peu frustrés puisque, selon un mémorandum du ministère de l'Economie et des Finances, le salaire des conseillers électoraux viennent de passer de 124 000 gourdes à 240 000 gourdes mensuellement.

« Le fait d'apprendre qu'on a doublé le salaire des conseillers pendant qu'on doit 4 mois d'arriérés de salaire, attise notre frustration. Il faut dire qu'un président d'un BED, celui qui vient tout juste après les conseillers électoraux dans la hiérarchie du processus, touche normalement 37 000 gourdes. Ce qui crée une grande différence entre ces deux salaires qui n'est pas conforme selon la loi sur la fonction publique», a ajouté ce responsable de BED qui a voulu garder l'anonymat.

Un responsable de BEC dans ce même département contacté par HPN, a aussi fait part de ce même problème.

« Ce mois de janvier fait 4 mois depuis qu'on travaille. Notre contrat a pris fin depuis septembre, on ne nous a pas encore donné un nouveau contrat mais le CEP fait toujours appel à nous et nous continuons de travailler », indique-t-il.

Dans le Sud du pays, même constat. 4 mois d'arriérés de salaire pour les responsables des bureaux de vote qui vont organiser les élections du 24 janvier 2016.

« D'octobre à nos jours, c'est le même problème dans tous les départements. On ne peut pas demander à quelqu'un qui n'est pas payé de continuer à bosser dans le calme », renchérit ce responsable de BED dans le Sud, qui informe aussi que depuis le 9 août, plus de 40 superviseurs, n'ont pas encore reçu leur salaire.